# Canada / Wokisme : le ministère de la Justice censure une universitaire britannique et sociologue défendant l'utilité du sexe biologique pour l'analyse des données. Au Canada seul le genre doit être pris en compte

27/03/2024 à 7h02



Le gouvernement canadien a empêché une présentation d'une professeure de sociologie en raison de ses opinions sur le sexe biologique, affirme l'universitaire.

Alice Sullivan, professeur de sociologie à l'Institut de recherche sociale de l'University College London IOE, a déclaré que **sa conférence intitulée "Pourquoi avons-nous besoin de données sur le sexe et l'identité de genre" avait été annulée à la dernière minute et que ses honoraires lui avaient été refusés.**

“*Je trouve choquant qu’un ministère national de la Justice agisse de la sorte pour mettre un terme à une discussion sur la collecte de données sur le sexe* **[biologique]***, discussion que certains membres du ministère souhaitaient manifestement avoir. Pourquoi ceux qui s’opposent à la collecte de données sur le sexe* **[biologique]** *refusent-ils à ce point qu’on l’étudie ?*” a récemment déclaré Mme Sullivan à The College Fix par courrier électronique.

**Mme Sullivan a déclaré que son exposé était en contradiction avec la collecte de données du gouvernement canadien, qui “utilise par défaut le ‘genre’ au lieu du sexe”.**

**Sa présentation, qui était prévue pour la Journée internationale de la femme le 8 mars, aurait “discuté de la valeur de la collecte de données sur les deux, plutôt que d’éviter la collecte de données sur le sexe [biologique]”.**

Cependant, après avoir envoyé ses diapositives au département pour qu’elles soient traduites en français, Mme Sullivan a déclaré que la personne qui l’avait invitée l’a soudainement appelée pour annuler l’événement.

**La personne du département “a dit qu’elle n’était pas autorisée à donner […] une explication, mais a indiqué que […] nous savions toutes les deux quelle était la raison”, a déclaré Mme Sullivan à The College Fix.**

**La même personne lui a dit que ses honoraires de 999 dollars canadiens ne lui seraient pas versés car le ministère “ne voulait aucune trace de moi dans ses comptes”, a déclaré Mme Sullivan.**

**Lorsque Mme Sullivan a demandé le nom d’une personne à contacter pour obtenir une explication écrite, on lui a refusé la moindre information, a-t-elle déclaré.**

Un porte-parole de la direction des communications du ministère a indiqué par courriel à The College Fix que

l'événement de Mme Sullivan avait été "annulé en faveur de la promotion d'un événement offert par l'École de la fonction publique du Canada" qui "correspondait davantage au thème de la Journée internationale de la femme 2024 – Investir dans les femmes et accélérer le progrès".

Mais Dennis Hayes, professeur associé à l'université de Buckingham, a déclaré par courriel à The College Fix que Mme Sullivan "a été diabolisée parce qu'elle montre dans ses analyses de données sociologiques qu'il est difficile de donner un compte-rendu correct … à moins que le sexe biologique ne soit un critère".

L'Academics for Academic Freedom, que dirige Mme Hayes, a ajouté Mme Sullivan à sa liste d'orateurs interdits à la suite de l'annulation. Cette liste comprend les orateurs qui ont été interdits, menacés ou persécutés en raison de leurs convictions.

Mme Sullivan a déjà figuré sur la liste par le passé. L'AFAF l'a également incluse en octobre 2023, en mars 2023 et en avril 2020 en raison de protestations et d'annulations de discours qui affirmaient qu'elle avait des opinions "transphobes" sur le sexe et le genre.

Lors de l'incident d'octobre, Mme Sullivan et d'autres universitaires ont été confrontés à un sit-in et à des manifestations liées au lancement d'un livre sur le sexe et le genre, a rapporté The College Fix.

**M. Hayes a déclaré à The College Fix qu'au Royaume-Uni aucun universitaire n'ose affirmer publiquement qu'il n'y a que deux sexes, sous peine d'être attaqué par le personnel chargé de la diversité, voire de perdre son emploi. Il a ajouté que les "universitaires critiques à l'égard du genre" comme M. Sullivan "apparaissent fréquemment" sur la liste des interdictions parce qu'ils refusent de "s'autocensurer".**

**Comme autre exemple, M. Hayes a cité une affaire de février**

**dans laquelle un tribunal du travail a estimé que le professeur Jo Phoenix, de l'Open University, avait été illégalement licencié en raison de ses opinions critiques à l'égard du genre.**

The College Fix

The Telegraph